

• (2.00 p.m.)

J'aimerais aussi parler du pont aérien du pétrole en Zambie. Nous nous sommes montrés bons princes et avons immédiatement envoyé dans ce pays des avions Hercules qui transportent le pétrole. Combien de temps encore durera ce pont aérien? Est-il efficace? Est-il vrai que la Zambie laisse passer du pétrole en Rhodésie? Nous bornons-nous à gaspiller les deniers des contribuables sans rien accomplir de valable? C'est là l'aspect politique de questions qui se rattachent aux programmes de défense et au budget de la défense. Nous voudrions que ces programmes servent à des fins utiles.

Il y a lieu de parler, à ce stade-ci, de notre programme de formation à l'intention de certaines nations d'Afrique, notamment le Ghana et la Tanzanie, car cela figure au budget de cette année. Voilà encore un domaine où notre politique de défense est liée à notre politique extérieure, et notre contribution peut être formidable. J'ai vu personnellement à l'œuvre nos hommes là-bas et on peut être fier de la façon dont les Canadiens remplissent leur rôle, répandant la bonne volonté et font une belle contribution. Selon moi, cela relève le moral. Nous devrions avoir les mêmes objectifs en ce qui a trait à d'autres secteurs de notre programme de défense; alors nous pourrions cesser de jeter les bras au ciel et de ne rien faire de bon.

Que dire de tout le programme de l'OTAN? L'Europe en est-elle arrivée au point où les objectifs militaires de l'OTAN sont désuets? N'est-il pas raisonnable de présumer que vu les progrès politiques et économiques des pays d'Europe et vu la nouvelle orientation des programmes de défense ainsi que la mobilité croissante des forces de défense, il n'est plus nécessaire de dépenser des millions de dollars pour maintenir des forces en Europe? Loin de moi l'idée de nous soustraire à nos obligations envers l'OTAN. Ici encore, peut-être nous laissons-nous aller et dépensons-nous de l'argent sans vraiment accomplir quoi que ce soit, gaspillant par le fait même l'argent du peuple.

Sauf erreur, nous sommes tous d'accord que le nouveau rôle de l'OTAN se rapporte davantage à l'économie qu'à la défense. Ne pourrions-nous pas ramener au pays certaines de nos forces? Ne pourraient-elles pas remplir leur obligation en cas de crise en Europe aussi bien en étant de ce côté-ci de l'Atlantique qu'en étant de l'autre côté? J'aimerais en entendre davantage à ce sujet. Le ministre n'en a, en fait, rien dit. Cela repré-

sente une partie importante de nos dépenses de défense; et j'estime que nous devrions en connaître davantage à ce sujet.

A mon avis, le manque de relations extérieures est un des points faibles du ministère de la Défense. Il n'informe jamais les députés ou le public de ce qui arrive. Ainsi, il y a le cas du chasseur F-5 que le ministère a apparemment adopté. Selon certains articles de journaux publiés au pays, les États-Unis ont rejeté cet appareil. D'après ce que je puis voir, on estime généralement que l'achat de cet avion est un gaspillage d'argent. Si le ministère se préoccupait plus de faire valoir les avantages de cet avion, peut-être qu'on changerait d'avis.

En examinant certaines coupures de journaux, j'ai été étonné de constater que neuf pays alliés avaient acheté le même avion pour leur aviation. S'ils l'ont fait, c'est qu'il doit y avoir certains avantages que le public et le comité de la défense ne connaissent pas. D'après un de ces articles qui a paru en décembre dernier, neuf pays alliés ont commandé quelque 700 F-5. Il s'agit du même appareil que nous appelons le CF-5. Ces pays sont le Canada, la Chine, la Grèce, l'Iran, la Corée, la Norvège, les Philippines, l'Espagne et la Turquie. C'est là, je pense, le genre d'informations qu'il nous faudrait avoir et il incombe au ministère de la Défense de nous les fournir. Assurément, il faut donner au public ce genre de renseignements si le ministère de la Défense s'attend à ce que le contribuable fasse de bon cœur sa contribution aux dépenses en matière de défense.

Ces critiques ne s'appliquent pas seulement aux appareils. On a également critiqué à la Chambre le missile Bomarc. La présence des Bomarcs au Canada ne peut être imputée au gouvernement actuel. C'est, entre autres, ce qui a provoqué la crise sur la politique de défense il y a trois ans. Est-il vrai que les forces armées des États-Unis ont mis le Bomarc au rancart? S'en débarrassent-elles progressivement et l'utilisent-elles temporairement en attendant de le remplacer? J'aimerais que le ministre me réponde. Si le Bomarc ne vaut rien, qu'on s'en défasse. S'il vaut quelque chose, qu'on nous le dise parce que c'est le genre de renseignements dont le pays a besoin. Le ministre devrait s'en occuper. Le but initial du comité de la défense n'était-il pas d'obtenir pareils renseignements? Nombre d'entre nous se rappellent clairement la situation qui existait il y a trois ans en ce qui concerne la politique de défense. Nous ne savions pas ce qu'était